

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 10/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/5/2023

Contexte et constats

Publié sur 

CHAUX DE PROVENCE SACAM

Ancien Chemin de Martigues
Quartier la Glaçière
13165 Châteauneuf-les-Martigues

Références : D-1087-AIX-2023
Code AIOT : 0006400904

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/5/2023 dans l'établissement CHAUX DE PROVENCE SACAM implanté Ancien Chemin de Martigues Quartier la Glaçière 13165 Châteauneuf-les-Martigues. L'inspection a été annoncée le 05/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHAUX DE PROVENCE SACAM
- Ancien Chemin de Martigues Quartier la Glaçière 13165 Châteauneuf-les-Martigues
- Code AIOT : 0006400904
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Usine qui fabrique de la chaux, à partir de deux fours ayant pour combustibles : gaz naturel, coulis de xylène, résidus de pétrole brut (RPB), voire du culot de xylène (non encore utilisé).

Installation de co-incinération de déchets dangereux, autorisée par arrêté préfectoral du 21/10/2002, dernièrement modifié/complété le 07/4/2021 (poussières).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rejets atmosphériques,
- Porter à connaissance de projets de nouveaux combustibles,
- Suites données à la dernière visite d'inspection de 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Contrôle des rejets	Arrêté Préfectoral du 21/10/2002, article 4.2.6	/	Sans objet
2	Normes de rejets	Arrêté Préfectoral du 21/10/2002, article 4.2.4	/	Sans objet
7	Assurance Qualité des AMS – QAL3	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Modification de l'installation	Code de l'environnement du 30/07/2021, article R181-46	/	Sans objet
4	Déchets incinérés/combustibles utilisés	Arrêté Préfectoral du 21/10/2002, article 3.3.1	/	Sans objet
5	Mesures en continu PM, COT, Hcl, HF, SO2, NOx, NH3	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28	/	Sans objet
6	Assurance Qualité des AMS – QAL2	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Quelques non-conformités relevées, de gravité et enjeux modérés, que l'exploitant s'est engagé à lever dans des délais satisfaisants.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2002, article 4.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de ses rejets. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais dans les conditions fixées au présent arrêté :> Les substances suivantes seront mesurées en continu à l'émission dans les conditions fixées à l'article 7 de l'arrêté ministériel du 10 octobre 1996 :- poussières totales,- substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT),- chlorure d'hydrogène et dioxyde de soufre,> Seront également mesurées en continu dans les gaz de combustion les substances suivantes :- monoxyde de carbone,- oxygène,- vapeur d'eau. L'exploitant doit en outre faire réaliser par un organisme tiers compétent deux mesures par an de l'ensemble des paramètres mesurés en continu. Il doit enfin faire réaliser par un organisme tiers compétent au moins deux mesures à l'émission par an de cadmium et ses composés ainsi que du thallium et ses composés, du mercure et ses composés, du total des autres métaux lourds (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V + Sn + Se + Te), de la somme de ces autres métaux lourds (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V + Sn + Se + Te) et du zinc et ses composés, des dioxines et furannes. Au cours de la première année d'exploitation, une telle mesure externe de l'ensemble de ces composés et des paramètres suivis en continu est réalisée tous les deux mois. Les résultats de ces mesures seront transmis à l'inspecteur des ICPE sous forme de bilan mensuel pour les mesures en continu et dès connaissance des résultats pour les autres.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les substances suivantes sont mesurées en continu à l'émission : poussières totales, COT (COVt), chlorure d'hydrogène et dioxyde de soufre, monoxyde de carbone, oxygène, vapeur d'eau et monoxyde d'azote.</p> <p>Un organisme tiers réalise deux campagnes de mesures par an de l'ensemble des paramètres mesurés en continu.</p> <p>Suite au dernier rapport de l'IIC du 03/01/2023, l'exploitant indique qu'il fait réaliser quatre fois par an (tous les 3 mois) des mesures à l'émission de cadmium et de ses composés, du thallium et de ses composés, du mercure et de ses composés, du total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V), des dioxines et furannes.</p> <p>Dernière campagne de mesures en date du 22/02/2023 (ligne 1 uniquement car ligne 2 à l'arrêt, rapport d'ANECO 23 6047 E/1 du 28/3/2023) : résultats conformes.</p> <p>En revanche, les résultats des mesures réalisées entre avril et décembre 2022 n'ont pas été transmis à l'inspecteur des ICPE.</p>
<p>Observations :</p> <p>Les résultats des mesures réalisées entre janvier et mars 2023 ont été transmis (par mail du 19/4/2023).</p> <p>Les résultats de la surveillance depuis avril 2023 sont en attente, au 22/6/2023.</p> <p>L'exploitant veillera à respecter les délais de transmission prescrits.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Normes de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2002, article 4.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les limites d'émission ci-après ne doivent pas être dépassées compte tenu des méthodes de mesures précisées ci après. S'agissant d'une installation de co-incinération, pour chaque substance polluante visée ci-après, les concentrations maximales autorisées seront réajustées suivant la formule : $C = (V_{\text{déchets}} \times C_{\text{déchets}} + V_{\text{procédé}} \times C_{\text{procédé}}) / (V_{\text{déchets}} + V_{\text{procédé}})$ dans laquelle : $V_{\text{déchets}}$ = volume des gaz de combustion résultant de l'incinération des déchets industriels spéciaux rapporté aux conditions normales. $C_{\text{déchets}}$ = valeur limite d'émission fixée ci-dessus. $V_{\text{procédé}}$ = volume des gaz de combustion avec les combustibles habituellement utilisés. $C_{\text{procédé}}$ = valeur limite pour la substance polluante concernée dans les fumées de l'installation conforme aux dispositions réglementaires relatives au type d'installation considéré et brûlant des combustibles normalement autorisés.</p> <p>a - Monoxyde de carbone — Durant le fonctionnement, la concentration en monoxyde de carbone (CO) dans les gaz de combustion ne dépasse pas les valeurs suivantes : 1. 50 mg/m³ de gaz de combustion en moyenne journalière, 2. 150 mg/m³ de gaz de combustion dans au moins 95 p. 100 de toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur 10 minutes ou 100 mg/m³ de gaz de combustion de toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de 24 heures. b — Poussières totales, COT, HCl, HF et SO₂ c - Métaux d — Dioxines et Furannes</p>
<p>Constats :</p> <p>1-a) Résultats de l'autosurveillance (mesures en continu) d'avril à décembre 2022, à noter : - non-conformités à la VLEj poussières durant 2 jours en juillet sur la ligne 2 (four 2) : 10,63 et 11,98 pour 10 mg/Nm³, avec pour cause le percement de manches du filtre (du dépoussiéreur) - non-conformité à la VLEj SO₂ durant un jour en août (ligne 2) : 71,64 pour 50 mg/Nm³, causée par l'encrassement des carneaux.</p> <p>1-b) Résultats d'autosurveillance du 1er trimestre 2023 : ligne 2 à l'arrêt d'oct. 2022 à mars 2023, aucune non-conformité aux VLEj pour la ligne 1.</p> <p>2) Mesures ponctuelles : résultats satisfaisants.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant rappelle à l'IIC sous 10 jours les mesures en place/envisagées pour éviter de nouveaux dépassements, notamment en poussières et SO₂ (y/c arrêt de four si nécessaire) : remplacement AMS, procédure/mode opératoire "Respect des VLE"...</p> <p>N.B. : l'IIC a mandaté le laboratoire Socotec pour la réalisation d'un contrôle inopiné des rejets atm. avant fin 2023.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Modification de l'installation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/07/2021, article R181-46
Thème(s) : Situation administrative, Projet d'utilisation de nouveaux combustibles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <p>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;</p> <p>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</p> <p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p> <p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</p> <p>II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.</p> <p><u>N.B.</u> : L'AP d'autorisation n°2002-266/25-2002-A du 21/10/2002 prescrit en son article 3.1.4 : "Exception faite des conséquences pouvant résulter des prescriptions contenues dans le présent arrêté, toute modification des conditions de fonctionnement de l'installation de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, sera portée avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet des Bouches-du-Rhône avec tous les éléments d'appréciation conformément à l'article 20 du décret n° 77-1155 du 21 septembre 1977 modifié."</p>
<p>Constats :</p> <p>En octobre 2022 puis en janvier 2023 (durant la période aigüe de la crise énergétique), l'exploitant a porté à la connaissance du préfet un projet d'utilisation de nouveaux combustibles : huiles usagées (déchet) et essences de distillation, en solution alternative au gaz naturel (GN), puis du GNR (gazole non routier).</p> <p>L'exploitant indique lors de la VI que ces modifications n'ont pas été mises en œuvre à ce jour.</p>
<p>Observations :</p> <p>Afin de pouvoir apprécier convenablement ces modifications et de juger de leur substantialité, l'IIC a plusieurs fois demandé des compléments à l'exploitant. La dernière demande, par courriel en date du 14/6/2023, est résumée ci-après :</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il renonçait finalement à son projet d'utilisation d'huiles noires, mais n'a rien dit concernant le GNR.</p> <p>Il convient par ailleurs, de produire d'autres éléments sur les deux questions encore en suspens, à savoir :</p>

<p>1) <u>Maîtrise des émissions</u> : démontrer que le niveau de pollution reste identique (ou moindre) par rapport à la situation actuelle (même flux réels rejetés qu'avec du GN), le cas échéant en mettant en place un dispositif de traitement (complémentaire) des fumées ;</p> <p>2) <u>Impact sanitaire</u> : démontrer que le changement de combustible ne remet pas en cause les hypothèses de l'ERS du site.</p> <p>Il est attendu de la part de l'exploitant la remise d'un dossier en bonne et due forme, considérant qu'il s'agit désormais d'un projet d'utilisation pérenne d'essences (et non plus d'une substitution temporaire de GN). En cette attente, l'IIC n'est pas favorable à l'utilisation des nouveaux combustibles susvisés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Déchets incinérés/combustibles utilisés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2002, article 3.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Déchets à incinérer :</p> <p>Il s'agit exclusivement de coulis contenant du xylène ou du toluène en provenance de l'unité SHELL Chimie de BERRE-L'ETANG.</p> <p>Ils seront incinérés seuls ou en mélange avec du fioul lourd, du gaz naturel, des résidus de pétrole brut ou des sciures de bois. La quantité annuelle est limitée à 9 100 tonnes.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la VI, l'exploitant indique que :</p> <p>1) Les combustibles utilisés pour l'alimentation des deux fours sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - GN (gaz naturel) - RPB (CLS "BPE Valortec") - coulis de Xylène (déchet). <p>2) Combustibles (autorisés) non utilisés : fioul lourd, sciures de bois, culot de xylène, coulis de toluène.</p> <p>3) Nouveaux combustibles demandés par PaC d'octobre 2022 et janvier 2023 (huiles usagées, essences et GNR) : non utilisés.</p> <p>A la demande de l'IIC, l'exploitant transmet le 23/6 le bilan de la consommation de combustibles d'avril 2022 à mai 2023, qui montre les consommations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2022 : 79 400 MWh de GN, 6 000 tonnes de RPB et 995 tonnes de Xylène - 2023 (janv. à mai) : 17 146 MWh de GN, 2 950 tonnes de RPB, et 163 tonnes de Xylène
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Mesures en continu PM, COT, Hcl, HF, SO2, NOx, NH3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures en continu PM, COT, HCl, HF, SO2, NOx, NH3
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit réaliser la mesure en continu des substances suivantes : <ul style="list-style-type: none">- poussières totales ;- substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT) ;- chlorure d'hydrogène, fluorure d'hydrogène et dioxyde de soufre ;- oxydes d'azote et, le cas échéant, ammoniac en cas de traitement des oxydes d'azote par injection de réactifs Azotés. La mesure en continu du fluorure d'hydrogène (HF) peut ne pas être effectuée si l'on applique au chlorure d'hydrogène (HCl) des traitements garantissant que la valeur limite d'émission fixée n'est pas dépassée. Dans ce cas, les émissions de fluorure d'hydrogène font l'objet d'au moins deux mesures par an. La mesure en continu du chlorure d'hydrogène, du fluorure d'hydrogène et du dioxyde de soufre n'est pas nécessaire lorsque l'arrêté préfectoral d'autorisation autorise seulement l'incinération de déchets qui ne peuvent pas entraîner des valeurs moyennes de ces substances polluantes supérieures à 10 % des valeurs limites d'émission fixées pour ces substances.
Constats : Lors de la visite d'inspection de 2022, ce point de contrôle n'était pas conforme (seul le CH4 était mesuré, pas les COV totaux, et pour les NOx seul le NO était mesuré pas le NO2). L'exploitant a fait installer sur les deux lignes, de nouveaux AMS de technologie FID (mesure des COV totaux). Les nouveaux AMS mesurent également le NO2 (pour la mesure des NOx). Date de mise en service des nouveaux AMS : <ul style="list-style-type: none">- four 1 : le 04/10/2022- four 2 : le 11/4/2023. Les nouveaux AMS sont certifiés QAL1.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Assurance Qualité des AMS – QAL2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.
Constats : Point de contrôle non conforme lors de la dernière visite d'inspection de 2022. A la suite du rapport de l'IIC du 03/01/2023, l'exploitant a fait remplacer ses AMS, avec mise en service le 04/10/2022 pour le four 1, et le 11/4/2023 pour le four 2. Le contrôle QAL2 (à réaliser sous 6 mois après la mise en service des AMS) a été réalisé du 24 au 27/10/2022 pour le four 1. L'exploitant mentionne un contrôle QAL2 des deux fours le 24/5/2023.
Observations : L'exploitant transmet à l'IIC dès réception, les rapports de contrôle QAL2 (contrôle en date du 24/5/2023) des AMS des deux lignes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Assurance Qualité des AMS – QAL3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur.
Constats : Point de contrôle non conforme lors de la visite d'inspection de 2022. L'exploitant indique lors de la VI du 15/5/2023 qu'un contrôle QAL2 des nouveaux AMS est prévu le 24/5/2023. Un contrôle QAL3 des AMS doit être effectué immédiatement après le contrôle QAL2. Il est préconisé généralement un contrôle QAL3 hebdomadaire durant les 3 premiers mois. L'exploitant retient, quant à lui, un contrôle QAL3 tous les 15 jours pendant 6 mois. Par courriel du 21/6/2023, l'exploitant justifie d'une demande en date du 17/5/2023 de contrôle QAL3, auprès de son fournisseur ENVEA, et d'une relance le 29/5/2023.
Observations : L'exploitant transmet à l'IIC dès leur réception, les résultats du 1er contrôle QAL3 des AMS (lignes 1 et 2) et la procédure mise en place pour la gestion du QAL3. Cette dernière décrit: <ul style="list-style-type: none">- les matériels et matériaux de référence utilisés;- la périodicité des mesurages;- les règles de décision en vue d'un ajustage ou d'une maintenance;- la manière d'effectuer une transition entre un matériau de référence et un autre.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet